



**RAPPORT GLOBAL DE COLLECTE DES PREOCCUPATIONS DES
COMMUNAUTES A LA BASE PAR RAPPORT AU PROGRAMME
D'URGENCE POUR LE SAHEL - PUS**

TABLE DES MATIÈRES

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	3
II.	OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE DE COLLECTE.....	3
III.	METHODOLOGIE DE LA COLLECTE.....	3
IV.	RESULTATS DE L'ANALYSE DES PREOCCUPATIONS.....	4
4.1.	Perception des populations sur le PUS.....	4
4.1.1.	Région du Nord.....	4
4.1.2.	Région du Sahel.....	5
4.2.	Résumés des préoccupations des populations.....	6
4.2.1.	Région du Nord.....	6
4.2.2.	Région du Sahel.....	13
V.	DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.....	21
VI.	RECOMMANDATIONS DES AUTORITES A L'ENDROIT DU PUS.....	21
VII.	CONCLUSION.....	22

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Pour répondre aux défis sécuritaires et améliorer les conditions de vies des populations des régions du Sahel et du Nord durement éprouvées par des attaques terroristes, le gouvernement a élaboré le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS). D'un montant global de plus de 450 milliards de FCFA, le programme a été lancé le 04 août 2017 à Tongomayel, dans la région du Sahel. Si certains Sahéliens ont accueilli l'avènement du programme avec enthousiasme, d'autres, en revanche, se sont montrés sceptiques au regard de la marginalisation dont cette partie du Burkina Faso se sentait victime.

Les premières analyses effectuées par le Projet Voix de Paix (V2P) ont révélé que la frustration des populations est due à un déficit de communication entre les populations et le PUS. Pour résoudre cette situation, V2P a décidé de produire plusieurs séries d'émissions radiophoniques afin de favoriser l'accès des populations à des informations crédibles et fiables sur le programme et ses réalisations.

Cette stratégie a permis aux auditeurs d'avoir une meilleure connaissance et compréhension du PUS au fil des émissions, ce qui a permis une nette amélioration de la perception des populations sur ce programme. On note cependant une insatisfaction nourrie par un sentiment de frustration découlant du fait qu'elles pensent n'avoir pas été consultées dès la phase de conception et de mise en œuvre du programme. Pour remédier à cela, le projet Voix de Paix a entamé des campagnes de collecte des préoccupations des communautés à la base, lesquelles préoccupations sont compilées dans le présent document qui sera transmis aux autorités locales et nationales. Cela permettra à ces derniers d'avoir une meilleure connaissance du regard des populations sur le programme et de prendre en compte les besoins réels des populations à la base dans la planification des réalisations du PUS.

II. OBJECTIFS DE LA CAMPAGNE DE COLLECTE

- Créer des cadres d'expression pour les populations ;
- Permettre aux populations d'exprimer leurs priorités sur les futures réalisations du PUS ;
- Recueillir les préoccupations des populations dans le but de les acheminer aux autorités locales et nationales.

III. METHODOLOGIE DE LA COLLECTE

La collecte des besoins des populations s'est faite en trois étapes :

Étape 1 : Au regard de l'instabilité sécuritaire dans les zones d'intervention du PUS, il n'a pas été possible de collecter les informations auprès des populations sur le terrain par le biais d'enquêtes physiques comme préalablement prévu. Un réaménagement a donc été fait en mettant à contribution les radios partenaires de V2P. En effet, en concertation avec ces radios, un espace a été offert à V2P et l'antenne fut ouverte pendant une heure (call in) afin que les populations des différents villages et communes couvertes puissent appeler et faire part des préoccupations qu'elles souhaitent transmettre sur le PUS.

Étape 2 : Comme autre méthode de collecte, les personnes ressources, notamment les présidents des comités villageois de développement de quelques villages ciblés ont été mis à contribution pour

recenser les préoccupations de leurs populations. Ces personnes ressources ont été contactées par téléphone pour recueillir les différentes requêtes des villages.

Étape 3 : La dernière source de collecte des informations a été l'organisation d'une rencontre sous forme d'assemblée générale au sein des communes avec l'implication des Organisations de la Société Civile (OSC). Mais malheureusement, pour des raisons sécuritaires et dans un contexte marqué par le COVID-19, cette activité n'a été réalisée que dans la commune de Gorom-Gorom.

À l'issue de la phase de collecte des préoccupations des populations, deux ateliers de validation (Au Nord et au Sahel) des données ont été organisés avec la participation de l'ensemble des acteurs et des partenaires de V2P. Les résultats ont ensuite été présentés aux autorités locales (Gouverneurs, Hauts commissaires, Maire, Préfet, etc.) des régions du Nord et du Sahel afin de recueillir leurs suggestions et recommandations.

IV. RESULTATS DE L'ANALYSE DES PREOCCUPATIONS

4.1. Perception des populations sur le PUS

4.1.1. Région du Nord

Dans la région du Nord, les populations ont une perception contrastée du PUS. Elles apprécient l'idée de conception du programme et reconnaissent les efforts déployés dans le cadre du PUS, à l'image d'un auditeur du village de Soro qui relève des actions visibles sur le terrain : « **Le PUS est une bonne initiative. Vous savez qu'il y a des villages ou les écoles étaient en mauvais état et il était difficile pour les enfants d'étudier dans ces conditions. Mais avec le PUS, il y a eu des réhabilitations et cela va aider les communes à se développer** ».

Avec l'extension du PUS à d'autres provinces de la Région du Nord, les habitants de ces nouvelles localités bénéficiaires expriment leurs soulagement et attentes vis-à-vis du PUS. Un auditeur de la commune de Kain se réjouit du fait que sa commune soit désormais visible grâce au PUS : « **Cela fait longtemps que Kain n'a pas bénéficié de soutien. Mais vraiment avec le PUS aujourd'hui, beaucoup savent qu'il y a une localité au Burkina Faso qu'on appelle Kain et ça déjà c'est un bon départ. Nous avons de l'espoir que les choses vont changer avec le PUS vu ce qu'il a déjà réalisé dans les autres communes** ».

Certains auditeurs affirment que le PUS doit mettre l'accent sur une communication continue afin de mieux impliquer les populations dans sa mise en œuvre. C'est notamment l'avis du responsable d'une OSC de Ouahigouya : « **Grâce aux émissions, les populations connaissent le PUS et ses activités. Il faut mener une communication avant, pendant et après pour que la population arrive à suivre l'évolution des activités. Le citoyen saura à partir de ce moment qu'il est un acteur clef de son développement et il participera** ».

Reconnaissant les efforts consentis par l'Etat, plusieurs défis subsistent dans le cadre du PUS selon cet auditeur de Yinganni : « **Le gouvernement a beaucoup fait mais beaucoup reste à faire surtout avec l'arrivée des PDI** ».



Photo 1: Réunion de validation avec les autorités locales du Nord

4.1.2. Région du Sahel

Tout comme dans la Région du Nord, les populations de la Région du Sahel ont également salué l'idée de la mise en œuvre du PUS. La réalisation de certaines activités est bien appréciée par les populations à l'instar d'un auditeur de Gorom-Gorom qui reconnaît les efforts consentis par le PUS : « **Je veux que les gens soient reconnaissants des travaux du PUS à savoir, l'aménagement des routes, la construction des marchés, etc.** »

Au-delà du travail abattu par le PUS, les populations ont relevé des insuffisances dans la mise en œuvre du programme. Un auditeur de Gorom-Gorom s'exprime en ces termes : « **Moi je vais commencer par remercier le PUS pour ce qu'ils ont fait mais c'est insuffisant. L'eau est notre priorité** ».

La question de la priorisation des actions dans les villages et communes est ressortie à plusieurs niveaux, aussi bien chez les populations que chez les élus locaux. Cette difficulté est liée selon les populations à la non-implication de la population à la base dans la planification et la mise en œuvre des activités.

Lors du call-in dans une radio de Djibo, plusieurs auditeurs ont déploré le peu de réalisations dans la Province du Soum. Voici

une réaction d'un des auditeurs : « **cela fait quatre ans que le PUS est lancé mais le Soum n'a rien vu. S'il vous plaît, dites-leur de travailler pour soulager nos femmes. Et je trouve qu'il y a deux choses qui peuvent développer une localité : les barrages et les routes. Sinon c'est une utopie de penser au développement sans ces deux-là. Et puis vous savez, on n'a pas besoin d'attendre le PUS pour prendre nos propres initiatives** ».



Photo 2: Call-in de collecte des préoccupations à la Radio RMD

Il est ressorti également une inadéquation entre les infrastructures réalisées et les besoins réels des populations. Les cas de la construction de marché et/ou d'écoles en lieu et place d'un forage

ont été cités par les populations. On note aussi des interrogations sur le caractère urgent du PUS mais qui s'éternise, comme l'affirme cet auditeur de Djibo : **« Une urgence qui dure plus 04 ans n'est plus une urgence. Il faut que les autorités revoient cette situation le plus vite possible »**. Un autre auditeur de Tasmaka aborde la question sécuritaire et déplore la présence répressive des FDS : **« Vraiment, moi je veux parler de l'aspect de sécurité, le fait que les FDS viennent tuer les gens comme cela ce n'est pas normal »**.

Pour d'autres auditeurs, les autorités, surtout sécuritaires, donneraient l'impression de ne pas être au courant de leur situation face aux attaques terroristes, ce qui contribuerait à accentuer leur vulnérabilité. C'est du moins le point de vue d'une responsable d'OSC de Gorom-Gorom : **« Je me rappelle le jour où des hommes armés sont arrivés dans mon village (Touka), ils ont tout emporté dans une boutique. Tout le monde les voit, personne n'ose parler et les autorités aussi ne réagissent pas alors qu'elles sont au courant »**.

Certains auditeurs expriment leur déception par la non-satisfaction de leurs attentes espérées au début du PUS : **« Moi je pensais qu'avec près de 450 millions de FCFA, la Région du Sahel allait être complètement désenclavée de Dori-Djibo, Dori-Gorom-Gorom, Dori-Sebba avec du bitume. Malheureusement le constat dit le contraire »**

4.2. Résumés des préoccupations des populations

4.2.1. Région du Nord

Les données dans la région du Nord ont été collectées du 21 mars au 2 avril 2020. Deux radios communautaires ont été impliquées dans la collecte et cela a permis de toucher au total 120 personnes.

SUR LE PLAN SECURITAIRE ET DES INFRASTRUCTURES

SECURITE

Dans la Région du Nord, la sécurité est la préoccupation primordiale des populations. Les groupes extrémistes ont quasiment mis certaines localités sous embargo comme l'explique cette autorité communale de Kain : **« A Kain, on ne peut pas aller à plus de 1 km du village, les populations n'ont rien à manger pendant une année, c'est difficile. Le village va se désertier alors que des investissements de l'État y sont. Les groupes extrémistes gagnent du terrain, il y a de bonnes volontés, mais ils ne peuvent pas y rester éternellement sans vivres et sous embargo »**.

Une autorité communale de Thiou soutient la thèse de confinement forcé des villages de la commune lié à l'insécurité : **« Il y a une sorte d'accalmie mais pas de recul. Il n'y a que 7 villages accessibles sur les 32 que comptent la commune. Il y a un problème de déplacement des populations vers Thiou, elles sont victimes de rackets, de vérification illégale d'identité par les terroristes »**.

Les populations ont regretté le fait que l'insécurité ait entraîné un déplacement massif des populations vers certaines communes. Beaucoup d'intervenants lors du call in émettent le souhait ardent que les responsables du PUS prennent toutes les dispositions nécessaires pour un retour à la paix afin que les personnes déplacées internes puissent rejoindre leurs localités d'origine comme le spécifie ce déplacé de Ouahigouya : **« Renforcer la sécurité pour que nous les déplacés nous retournons chez nous. Sinon à l'heure-là nous n'avons pas de programme à proprement dit. L'esprit n'est pas tranquille »**.



Photo 3: Call-in collecte des préoccupations à la radio "LVS"

La sécurisation prônée par les populations concerne aussi bien la sauvegarde de l'intégrité humaine que la préservation des biens (matériel, cheptel, récoltes...). Pour parvenir à une situation sécuritaire stabilisée, les auditeurs proposent l'appui aux FDS en moyens d'actions comme le précise un appelant du call in du village de Yabonsgo à Ouahigouya : **« Il faut que les**

responsables du PUS mettent plus de moyens dans la sécurité soit en équipant les FDS ou en les recrutant plus ».

La mise en place des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) permettrait de dissuader les groupes extrémistes comme l'explique un représentant de la commune de Kain : **« Les groupes terroristes ne peuvent pas faire une semaine sans roder autour de la commune, mais ils n'arrivent plus à entrer, ils restent à environ 9 km car ils ont peur des volontaires, ils tirent en l'air et retournent ».** Au regard des succès engrangés par les VDP, les populations sollicitent un appui conséquent pour leur faciliter le travail et leur permettre de vivre convenablement. Une personne ressource affirme que dans les localités de Baabo et Banh, ces volontaires n'ont pas un bon accès au logement, aux vivres, et à l'armement. Il ajoute aussi qu'en cas d'affrontement avec les groupes terroristes, le renfort de la part des FDS traîne à venir (3-4h après les coups de fils). Cela les contraint à prendre la fuite abandonnant souvent leurs motos qui sont récupérées et brûlées par les terroristes. Une formation complémentaire leur permettrait selon les populations à être plus opérationnels.

Les populations ont également abordé la question du respect des mesures sécuritaires adoptées par le gouvernement. Même si les mesures d'instauration de l'état d'urgence et du couvre-feu semble être difficile pour les populations, elles reconnaissent néanmoins que ces mesures sont bénéfiques. A ce sujet, un intervenant du call in du village de Wagandé à Ouahigouya propose que des mesures soient entreprises pour veiller au respect du couvre-feu : **« L'Etat doit équiper les FDS et leur donner le feu vert afin qu'ils puissent réprimer ceux qui ne respectent pas le couvre-feu ».**

La collaboration entre FDS et population a été citée comme une des conditions primordiales à la lutte contre l'insécurité. Un représentant d'une société civile a suggéré qu'un deuxième commissariat soit mis en place dans la commune de Ouahigouya au regard de la taille de la commune et du fait qu'il y a un nombre élevé de Pdis dont on ne connaît pas toujours les intentions



Photo 4: Bâtiment en construction à Titao

Les populations se sont beaucoup exprimées sur la question de l'aménagement des routes. Des exemples d'axes routiers à bitumer sont cités tels que Djibo-Ouahigouya, Tougan-Ouahigouya ; Seguenega-Ouahigouya. Les intervenants ont également sollicité le remblayage des pistes « abimées » tels que les tronçons Toulfe- Petanaye, Baniyida-Titao, Illigue- Titao, Illigue- Ouahigouya relevant de la commune de Ouahigouya, et Mantaka- Noogo, Mantaka-Woro-Salla, Dingla-Noogo, Rambo-Titao dans la commune de Titao. Ces réfections permettront selon leurs avis, de faciliter le trafic en saison de pluie ainsi que les évacuations sanitaires.

SUR LE PLAN SOCIAL ET DES URGENCES HUMANITAIRES

SITUATION DES PERSONNES DEPLACÉES INTERNES

La deuxième préoccupation des populations de la région du nord, est celle du problème de la gestion des déplacés internes. Selon les intervenants, ces derniers vivent dans des conditions difficiles au

regard des difficultés d'accès aux vivres, aux vêtements, à l'eau et à des abris décents en quantité. À Bissigui, commune de Ouahigouya, un intervenant du call in a mis l'accent sur le problème de logement des déplacés : « *Nous souhaitons que l'on aménage davantage les sites pour héberger les déplacés car leur nombre dépasse les places* ».

Avec l'insécurité, plusieurs habitants des villages relevant des communes de Ouahigouya et Titao ont trouvé refuge aux chefs-lieux de communes. Beaucoup d'intervenants ont souhaité que le PUS développe des initiatives pour faciliter le retour des déplacés dans leurs localités d'origine. Si des solutions idoines ne sont pas développées à cet effet, la situation de précarité dans laquelle vivent



Photo 5: Femmes PDI's écoutant et participant au débat dans les médias sur la cohabitation pacifique entre PDI's et hôtes organisés par Voix de Paix en collaboration avec la radio « La Voix du Paysan »

ces déplacés risquent de les entraîner dans une situation d'extrême vulnérabilité avec l'approche de la saison des pluies de l'avis des populations. C'est du moins l'avis de cet habitant de Barga dans la commune de Ouahigouya, qui évoque la question de la pratique agricole : « **La saison des pluies approche alors que la plupart des gens sont des déplacés. Comment vont-ils faire pour survivre ? Il faut que le PUS redouble d'efforts pour les aider** ».

Selon un déplacé interne de Titao, le retour des déplacés internes doit s'accompagner d'un appui en produits de première nécessité : « **Nous sommes des déplacés et nous souffrons réellement (...) Nous avons tout perdu et nous voulons qu'on nous aide avec des vivres et des besoins essentiels pour pouvoir vivre dans nos localités d'origine** ».

Lors de la rencontre avec les autorités locales, il est ressorti que certains villages du Zondoma accueillent des milliers de Pdis du Lohrum et du Yatenga, causant ainsi des problèmes de gestion. Une autorité administrative de la localité appuie cet état de fait : « **Dans l'intervention du PUS, il n'y a pas d'actions allant dans le sens de les intégrer alors qu'il y a des milliers de déplacés. On a tenté de les intégrer dans les villages, les gens ont peur car on ne peut pas les maîtriser. On est obligé de compter sur les populations pour les recevoir. A Bougounan et Kantiguè, au bout de trois mois, la population a refusé de les recevoir car la question de sécurité de terre pour les pâturages se pose.** »

Plusieurs intervenants expliquant la vulnérabilité des Pdis ont souhaité bénéficier de transferts d'argent pour faire de petits commerces mais aussi améliorer les repas.

L'ACCES A L'EAU POTABLE

L'accès à l'eau est une préoccupation non moins importante relevée par la population. A Saye dans la commune de Ouahigouya, un intervenant du call in

affirme : « **Nous n'avons pas l'eau pour boire n'en parlons pas pour se laver ou faire quoi que ce soit** ». En effet les pénuries d'eau auraient été aggravées avec l'arrivée d'un flux important de personnes déplacées internes et de réfugiés venus du Mali comme c'est le cas à Sollé selon une autorité communale.

Les demandes dans le domaine hydraulique sont surtout orientées vers l'implantation de forages dans les villages (Nomboolma, Tangsougou, Daamyiri, Yondianyiri, Mantala de la commune de Tiato), de boulis, de barrage et de puits pour les besoins en eau de boisson, ainsi que pour l'agriculture et l'élevage. A Sollé, commune de Ouahigouya, les populations souhaitent la construction des digues du barrage existant pour retenir l'eau afin de faciliter les activités de maraîchage.

LA SANTE

Un certain nombre de doléances se sont accentuées sur la santé. Selon les auditeurs, l'application des mesures de gratuité prises par le gouvernement connaît des difficultés sur le terrain, d'où la requête de cet auditeur de Sella qui pense qu'il faut « **améliorer le système de gratuité des soins de santé et renforcer les dépôts MEG** ». Aussi, les populations sollicitent la construction de logements pour le personnel sanitaire des CSPS comme c'est le cas à Ingaré, commune de Ouahigouya. Le problème de l'exiguïté de l'espace d'accueil des malades est aussi relevé. C'est le cas du CSPS du village de Rambo, dans la commune de Titao relevé par une personne ressource du village : « **Le CSPS n'a pas assez de places pour accueillir les malades, le personnel de**

santé est obligé de faire sortir certains malades pour qu'ils passent la nuit dehors. Comme le CSPS n'est pas clôturé, nous craignons que les malades ne soient attaqués par des chiens errants ou par d'autres prédateurs ».

Une autre doléance de la part d'une personne ressource du village de Soumiaga, commune de Ouahigouya a trait à la construction de logements pour le personnel de santé. En effet le personnel loge au chef-lieu de la commune, ce qui crée quelques désagréments au sein de la population car le personnel n'est pas toujours ponctuel et cela permettrait de parer aux urgences en dehors des heures de service.

Les attaques terroristes dans certaines communes ont limité les déplacements des populations. Si bien que certaines CSPS sont vides et ne reçoivent que les populations dans lesquelles ces CSPS sont construits. Un représentant de la commune de Thiou déclare : « **Tous ceux qui sont limitrophes n'ont pas accès aux centres de santé, il y a 9 CSPS, et c'est uniquement les populations des 9 villages abritant ces CSPS qui y ont accès** ».

Des auditeurs ont aussi formulé des demandes pour la construction de CSPS, de clôtures des CSPS, l'équipement en matériel sanitaire notamment dans les maternités.

L'ÉDUCATION

La question de l'éducation a été quelque peu abordée par les populations du Nord. Les préoccupations à Titao tournent autour de la normalisation des écoles à trois classes et la réalisation de logements pour enseignants. A Yabonso dans la commune de Ouahigouya, un auditeur a demandé la gratuité de l'éducation jusqu'à l'université.



Photo 6: Construction d'une école à Gorom-Gorom

Quelques personnes se sont prononcées sur l'établissement des pièces d'état civil. À Ninigui, commune de Ouahigouya, un auditeur sollicite que le processus d'établissement de la CNIB soit rendu « **plus court et accessible à tous** ». Un autre auditeur de Saye se plaint du fait qu'ils n'arrivent plus à se rendre à Ouahigouya pour établir les documents civils et autres papiers à cause de l'insécurité.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE (AGRICULTURE, COMMERCE, EMPLOI, ET ACTIVITES DIVERSES)

L'AGRICULTURE

La troisième préoccupation majeure de la population concerne le secteur de l'agriculture. La Région du Nord étant une zone maraîchère, les préoccupations des populations se sont orientées sur le problème d'accès aux équipements et intrants agricoles dans plusieurs villages de Titao (Guilan, Silla, ...) et Ouahigouya (Toessé). Leur octroi au moment opportun permettrait, selon les populations, d'accroître la production maraîchère en vue d'une autosuffisance alimentaire. La subvention des intrants et semences permettrait de pallier le faible pouvoir d'achat de la population.

Le besoin en grillage pour la clôture des périmètres maraichers existants a été également évoqué, notamment à Ingané, commune de Titao. Toujours dans le même ordre d'idée, les populations ont demandé l'aménagement d'un site pour la production maraîchère et rizicole à Wouro et Guilan.

La saison agricole a connu des bouleversements liés à l'insécurité comme l'exprime cette personne ressource de Kain : « **Il faut venir en aide aux villages qui sont confinés à cause de l'insécurité. L'an passé on n'a pas pu cultiver, cette année non plus à cause de l'insécurité au Lohrum et au Yatenga** ». A Sollé, il ressort que les terroristes brûlent les greniers existants comme le révèle une personne ressource de la commune : « **La semaine passée, ils ont brûlé 55 greniers dans deux villages à Tantaye et Nassingui** ».

La saison agricole 2020 n'augure pas de bons présages car selon une autorité communale de Thiou, les espaces agricoles sont confisqués par les terroristes : « **Cette année, les terroristes interdisent à la population d'aller aux champs car ces champs sont devenus leurs bases, ils ne veulent pas que les populations les dérangent. Les populations n'arrivent à exploiter que 10% des périmètres exploitables situés dans les alentours du village** ».

C'est donc face à cette situation dramatique dans plusieurs villages de la région les populations souhaitent une aide des autorités en vivre comme le précise un auditeur du village de WORO, commune de Titao qui pense qu'il faut d'urgence « **apporter un appui alimentaire aux populations car des greniers ont été brûlés** ».

L'ENVIRONNEMENT

La sauvegarde de l'environnement fait partie des préoccupations des populations du Nord, une région mise à rude épreuve par la dégradation du sol et du couvert végétal. Les sollicitations provenant de plusieurs villages consisteraient en « **la dotation de camions benne en vue du ramassage d'agrégats pour la restauration des sols dégradés** ». Les populations ont également cité dans plusieurs villages le besoin d'un appui pour le reboisement, l'entretien des plants, l'appui à la réalisation de demi-lunes, présentés comme des alternatives pour lutter contre l'avancée de la sécheresse.

L'EMPLOI

L'accès à l'emploi fait partie des principales préoccupations des populations. Plusieurs personnes ont recommandé de soutenir les femmes et les jeunes à travers des AGR en vue de leur autonomisation car l'oisiveté des jeunes est une source d'insécurité. A cet effet, un auditeur du village de Sissin, commune de Ouahigouya affirme que l'emploi des jeunes contribue à prévenir leur enrôlement par les groupes extrémistes : « **il faut trouver du travail pour les jeunes sinon ils**

risquent de rejoindre les groupes extrémistes ». La formation professionnelle est présentée aussi comme une alternative au risque d'enrôlement des jeunes.

Les requêtes ont aussi concerné l'octroi de micro-crédits aux jeunes précisément à Irvouya-tenga, Titao, Bogoya, Ouahigouya. L'appui à la pratique du petit élevage a aussi été cité comme un rempart dans la lutte contre la pauvreté. Pour ce faire, le défi sécuritaire est à lever pour faciliter la normalisation du coût des animaux comme l'atteste une autorité communale de Thiou : **« Il y a une baisse du coût des animaux, un bœuf qu'on pouvait avoir à 200 000- 300 000f, se vend à 100 000 et il y a un problème d'écoulement »**.

Une autre alternative à l'emploi selon un ressortissant de Ramessé est de promouvoir l'emploi des nationaux dans les sites miniers. Il propose par conséquent, de : **« résoudre le problème des mines d'or pour ne pas tout donner aux étrangers. Il faut que les fils du pays travaillent dans les mines et que tout l'argent reste ici au pays »**.

SECTEUR INSTITUTIONNEL

Les populations ont souhaité le renforcement de la présence de l'Etat par le fonctionnement des institutions.

▪ Retour des représentants de l'Etat (maires, conseillers, préfets, services techniques, etc.)

Une des préoccupations est le retour des représentants de l'état à leur poste. Cela pourrait rassurer les populations. Mais au niveau de certaines autorités le désir des populations est légitime mais la réalité souvent différente comme l'indique une autorité administrative de Gourcy qui explique les limites sécuritaires rencontrées pour maintenir les enseignants à leurs postes : **« Lors d'une attaque dans le village de Tangaye, les enseignants ont voulu partir, il a fallu se déplacer pour les rassurer de ne pas partir. Si on leur dit que des dispositions seront prises et on ne revient pas, c'est un problème »**.

▪ Amélioration de l'image de l'Etat

Dans le cadre de la restauration de l'image de l'État, il est ressorti que des préfectures, commissariats et clôtures sont construits ou réhabilités. Il demeure néanmoins que des efforts doivent être consentis pour favoriser de meilleures conditions de travail aux agents de l'État comme le souligne une autorité administrative de Gourcy : **« Le bâtiment qui abrite la préfecture a été construit en 1983 par la population. A ce jour il n'est pas réfectionné et son apparence montre que rien n'indique que c'est la préfecture. En conséquence le préfet lui-même est en insécurité et livré à lui-même parce que le bâtiment est en bordure de la route. Comment voulez-vous que dans ces conditions les populations reconnaissent l'autorité du préfet qui est démuné avec un problème de déplacement »**.

▪ Rétablissement de l'autorité de l'Etat /fonctionnement des institutions locales et déconcentrées

L'État aurait quelque peu perdu de son autorité dans les localités envahies par les terroristes qui y règnent en maîtres, handicapant ainsi la mise en œuvre de plusieurs activités au niveau des collectivités locales et des services déconcentrés de l'État. En effet, selon certaines autorités rencontrées, quelques entreprises du Lohrum et du Yatenga auraient refusé de se rendre sur le terrain et beaucoup de chantiers sont à l'abandon. Certaines entreprises auraient selon leurs propos écrit aux maires pour demander la suppression des activités.

Le manque de visibilité de l'État serait lié en partie selon les autorités administratives à la non-identification des réalisations du PUS sur le terrain.

Le rétablissement de l'autorité de l'État passe également par le retour des milliers de PDIs dans leurs villages, toute chose qui renforcerait la confiance des populations envers l'État qui détient ce rôle régalien.

4.2.2. Région du Sahel

La collecte dans la Région du Sahel s'est déroulée du 14 au 24 mars 2020 et à mobiliser 4 radios communautaires. Au total, 275 personnes ont été touchées par la collecte.

SUR LE PLAN SECURITAIRE ET INFRASTRUCTUREL

SECURITE

La question de la sécurité est récurrente dans toutes les localités du sahel et nécessite des actions immédiates comme le souligne un auditeur du call in de Dori : **« Je trouve que l'urgence c'est de résoudre le problème de l'insécurité dans le Sahel. C'est essentiel et primordial que cela soit fait dans les jours à venir »**. L'insécurité handicape tous les secteurs d'activités et provoquent la psychose et la hantise au sein des populations. C'est du moins l'avis d'un habitant de Dagara 2 dans la commune de Gorom Gorom : **« Notre problème c'est la peur on ne sait même pas si on va se réveiller, on cherche juste à survivre le reste ce sont des détails »**.

Les populations placent leur espoir aux responsables du PUS afin de trouver une solution rapide à ce problème, qui constitue une urgence dans la région car elle est le préalable à toute action de développement. Un habitant de NIAPTANA dans la commune de Sebba s'exprime en ces termes : **« Nos localités ont trop de problèmes. La priorité pour nous c'est de pouvoir être sécurisé. Ensuite, les autres besoins seront comblés au fur et à mesure car sans sécurité on ne peut rien faire »**.

Reconnaissant les efforts consentis par les autorités dans ce domaine, les populations constatent avec désarroi les limites de ces efforts car les villages se vident de plus en plus de leurs habitants, le nombre de victimes dépouillées de leurs biens et perdant la vie ne fait que s'accroître. A ce sujet, un ressortissant du village de Alliakoum à Gorom Gorom lance un cri de cœur sur la banalisation de la vie dans leur localité : **« (...) il n'y a pas la paix. Il y a certaines choses qu'on ne peut pas dire. Les gens qu'on tue comme des animaux c'est parce qu'on a la vie qu'on cherche autre chose. »**. Ces propos confirment davantage la nécessité d'une action rapide pour sauver des vies au sein d'une population désespérée et rétablir l'autorité de l'Etat dont les institutions peinent à fonctionner dans les localités à forte insécurité.



Photo 7: Atelier de validation des préoccupations des communautés par les autorités locales du Sahel

Plusieurs propositions ont été faites au PUS afin de mieux sécuriser les zones. À Gorom Gorom, les populations ont demandé que le PUS travaille à favoriser la collaboration entre les populations et

les FDS, à renforcer l'équipement des FDS et à appuyer les médias locaux pour mieux relayer les informations sur les consignes sécuritaires.

Certains habitants de Djibo et de Sebba optent pour une sortie de crise apaisée par le biais d'espaces de dialogue publics, en complément de l'action militaire, tout en incluant toutes les forces vives. C'est ainsi que certains appelants proposent d'organiser des séances de sensibilisation et des rencontres inclusives pour proposer des solutions concrètes de sortie de crise. Selon un intervenant : **« tant qu'on ne se réconcilie pas, on ne pourra jamais vivre en paix. Car la situation actuelle ne peut se résoudre par les armes ou par la force uniquement ».**

A Djibo, il est préconisé le renforcement des moyens d'action des forces de défense et de sécurité pour leur permettre de mieux sécuriser les personnes et les biens. A cela s'ajoute la tenue de séances régulières de formation et de sensibilisation des populations sur l'importance de la collaboration entre elles et les FDS.

INFRASTRUCTURES

Les infrastructures routières font partie des principales priorités de la population de la région. Les populations sont conscientes de l'importance des routes pour le développement de leur localité comme l'indique un auditeur de Sebba **« Nous voulons la construction d'une bonne route de Sebba à Dori, entre toutes les provinces de la région et environnant car c'est ce qui développe une localité ».**

En effet le mauvais état des routes constitue souvent un blocage à la mise en œuvre de certaines activités mais aussi dans la mobilité des populations pour des activités économiques ou familiales : **« Selon moi il faut voir la question des routes, car nous actuellement à Mansila, nous avons des difficultés pour nous rendre dans la ville de Sebba ».**

Certains chantiers engagés connaissent un ralentissement dans leur exécution de l'avis des populations. C'est le cas de la route Kongoussi-Djibo comme l'affirme un ressortissant de Djibo : **« Il faut que les autorités essaient de revoir l'état d'avancement de la route Kongoussi-Djibo. Elle traîne trop. Alors qu'on sait que Djibo a le plus grand marché à bétail du Burkina ».** Parlant toujours de la route certains auditeurs pensent qu'une urgence qui dure plus 4 ans n'est plus une urgence. Les autorités devraient donc prendre en main cette question selon les populations parce qu'elle contribue à accentuer le terrorisme. : **« si la route (Djibo-Kongoussi) était goudronnée les hommes armés n'allaient pas pouvoir y déposer des pièges ».**

Pour faciliter l'évolution des travaux et résoudre le problème d'accès aux chantiers par les entrepreneurs externes, un habitant de Seytenga a proposé d'attribuer les marchés aux entrepreneurs locaux : **« Le PUS a travaillé c'est vrai. Mais je pense qu'on peut donner les marchés aux entrepreneurs locaux pour faciliter les choses ».** Les populations ont également évoqué l'enclavement de plusieurs localités en saison de pluie, ce qui pose des désagréments, notamment pour accéder aux services sociaux de base comme le précise un ressortissant de Gantougou dans la commune de Dori : **« Il faut qu'ils construisent rapidement des routes qui rallient le village à des centres de santé les plus proches ».**

Quelques personnes ont mentionné la nécessité de construction de latrines publiques dans les marchés pour un meilleur assainissement du cadre de travail. A Sebba, le besoin de construction de marché a aussi été posé. A Gorom-Gorom, il est plutôt question de l'extension du marché existant. La construction de **gares routières** permettra un meilleur écoulement des productions. Des

requêtes ont été formulées également pour l'implantation de **moulins** en vue de réduire la charge de travail notamment des femmes.

L'électrification des villages est également ressortie comme un élément important permettant de relancer l'économie car plusieurs activités recourent à cette énergie. Les populations souhaitent aussi que l'État vulgarise d'autres sources énergétiques comme l'atteste les propos d'une personne ressource de Saouda : « **un menuisier ou soudeur qui n'a juste que 30 minutes de travail par jour à cause des coupures de courant, que gagne-t-il ? il faut que les autorités trouvent d'autres initiatives** ».



Photo 8: Construction de la clôture de la préfecture de Djibo

pour le problème d'électricité ».

A Dori, quelques appelants ont affirmé avoir toujours des difficultés à identifier les réalisations et actions du PUS, donnant ainsi l'impression que le PUS n'a rien fait. Un des auditeurs a posé le problème de méconnaissance des réalisations du PUS et préconisé l'octroi des travaux à des entreprises locales : « **Je sais que le PUS a beaucoup travaillé. Si par exemple on attribuait les marchés directement aux entreprises locales, cela allait plus faciliter l'accès. On a besoin de sensibilisation sur les réalisations du PUS car beaucoup d'entre nous ne savent ce que le PUS a fait** ».

Pour pallier cette méconnaissance du PUS et de ses actions, un ressortissant de Dori propose d'accentuer la sensibilisation sur les réalisations du PUS.

SUR LE PLAN SOCIAL ET DES URGENCES HUMANITAIRES

SECTEUR DE L'EAU

L'eau constitue un défi permanent dans la région du sahel qui manque de façon cruciale d'infrastructures en

quantité et en qualité, si bien que l'accès à l'eau constitue une des grandes préoccupations des populations. Cet état de fait est aggravé en saison sèche comme l'a indiqué dans les appels un habitant du village de TANDIALOUOL qui relève de Sebba.

Certains habitants affirment être déçus car des promesses de réalisation d'infrastructures hydrauliques n'ont pas encore vu le jour, comme l'affirme ce ressortissant de Djibo : « **Le jour du lancement du programme à Tongomayel, ils avaient promis de construire des barrages partout dans la province.** »



Photo 9: Château d'eau à Seytenga

Cela est passé où ? Il faut qu'ils revoient tout cela. (...) même si on ne gagne pas de nouveaux barrages, au moins nos barrages qui existent déjà là peuvent être réfectionnés ».

La solution devrait donc résider dans la construction de barrage et cela est soutenu par un ressortissant du village de GUENDE à Sebba : « ***Je suis content qu'on nous demande ce que l'on veut. Pour nous ce qui est important, c'est l'eau. Il faut un grand barrage dans la province pour ravitailler tous les villages ».***

Le problème d'accès à l'eau s'est accentué dans les chefs lieu de communes qui accueillent un flux important de personnes déplacées. Dans ces localités, les boulis sont bien prisés par la population car ils servent à la fois pour la consommation humaine, animale et au maraîchage. L'approvisionnement en eau particulièrement dans la commune de Djibo s'avère être une épreuve suite à la rupture de l'approvisionnement en carburant du fait de l'insécurité.

Pour pallier cette difficulté à Djibo, une personne ressource affirme : « ***Je pense que ce qui pourrait bien intéresser les populations du Soum, c'est la construction d'au moins trois barrages. Dans le cas contraire, ils peuvent essayer de curer le barrage de Djibo qui s'étend jusqu'à Ouahigouya en passant par la commune de Pobé-Mengao dans le Soum ».*** Le problème d'ensablement du barrage de Seytenga a également été relevé par une personne ressource de la localité qui propose comme solution sa réfection : « ***il y a un barrage à Seytenga qui alimentait plus de 27 villages de la commune et qui a besoin d'être entretenu parce qu'il a commencé à tarir ce qui n'est jamais arrivé si ce n'est cette année ».***

Plusieurs forages ont été implantés dans la région, mais un grand nombre n'est pas fonctionnel comme l'atteste une personne ressource du village de Billi à Dori : « ***nous, on avait au moins 05 pompes mais qui ne fonctionnent pas actuellement. Si l'État peut faire quelque chose à ce niveau. Nous aurons besoin aussi de Bouli ».***

La question de la construction des caniveaux a également été abordée afin de faciliter l'évacuation des eaux de pluie, notamment à Gorom-Gorom.

L'accès à l'eau est encore plus difficile dans les zones non loties où les fontaines publiques sont rares, comme c'est le cas à Dori. Les villages les plus reculés et les quartiers non lotis font également partie des zones les plus exposés aux problèmes d'eau. Les populations sont alors contraintes de parcourir de longues distances pour se procurer de cette ressource naturelle. L'eau servant à la consommation humaine, animale ou à l'agriculture demeure donc une équation selon les habitants du sahel, compromettant les activités quotidiennes telles que le maraîchage, l'élevage, la pêche. Ils placent leur espoir au PUS afin de trouver rapidement une solution à ce problème à travers la construction de barrages, de boulis profonds, l'implantation et la réfection de forages en quantité et en qualité.

SECTEUR DE LA SANTE

Une autre préoccupation régulièrement relevée par les populations est d'ordre sanitaire car selon les intervenants, sans la santé rien n'est possible. La répartition spatiale des centres de santé ainsi

que la distance qui sépare ces centres de certains villages ne facilitent pas toujours leur accès selon cette personne ressource de Dori : « ***nous sommes un village de plus de cinq hameaux de culture qui sont très éloignés les uns des autres et qui n'ont pas un centre de santé. Si les autorités du PUS peuvent nous construire ne serait-ce qu'un centre de santé et de promotion sociale (CSPS) au milieu***

des cinq villages, cela va bien nous soulager sinon actuellement c'est vraiment compliqué. En saison pluvieuse par exemple, c'est vraiment compliqué pour nous et surtout nos femmes qui sont sur le point d'accoucher. Je me rappelle une fois, une femme est décédée sur la route du fait de l'éloignement du centre de santé ».

Un des problèmes d'ordre sanitaire relevé, c'est la non-application de la gratuité des produits et des soins de santé. Les autorités sont invitées à fournir des efforts pour réduire la souffrance des populations à ce niveau. Un auditeur de Bangataka à Dori a laissé entendre que le Centre hospitalier régional de Dori (CHR) a besoin de matériel performant pour les soins de la population de la région du Sahel.

La qualité des prestations et des infrastructures est décriée par ce résident de Gorom-Gorom qui reconnaît toutefois les efforts déployés par le PUS : **« Je veux que les gens soient reconnaissant des travaux du PUS (...) mais je veux que le PUS nous aide dans notre hôpital, les femmes accouchent dans de mauvaises conditions ».**

Les populations demandent au PUS de procéder à la réfection des centres de santé existants et de mettre l'accent sur la qualité des infrastructures sanitaires (CSPS) pour permettre leur durabilité et leur fréquentation par les populations.

En vue d'améliorer l'offre de service en santé dans les zones insécurisées, une personne ressource propose de **« recruter des volontaires. Les agents de santé eux seuls ne peuvent pas faire le travail. Des volontaires locaux peuvent prendre la relève dans les localités où les agents de santé sont partis à cause du contexte sécuritaire ».**



Photo 10: Construction d'un CSPS de Gorom-Gorom

LES PERSONNES DEPLACÉES

La montée des actes terroristes a contraint les habitants de plusieurs villages à se retrouver dans les chefs-lieux de communes pour y trouver

refuge avec leurs familles comme le témoigne un auditeur du call in de Gorom : **« Je veux qu'on nous aide à nous installer, nous avons fui nos villages pour venir ici mais on n'a ni vivres, ni toit même pas l'eau pour boire ».**



Photo 11: Femmes PDI écoutant le débat dans les médias sur la cohabitation pacifique entre PDI et hôtes à la Radio RMD Dori

L'arrivée massive et improvisée de cette population dans des zones déjà fragilisées, crée un supplément de difficultés aussi bien dans la gestion des ressources naturelles que dans la gestion des rapports sociaux entre autochtones et allochtones. A Djibo par exemple, on note des milliers des personnes déplacées internes dont la prise en charge s'avère être un défi pour les autorités locales et les partenaires au développement. Selon une personne ressource de la localité, certaines communes et des ONG humanitaires font des efforts à ce niveau mais

beaucoup reste à faire. Il est urgent, selon lui que la prise en charge de ces déplacés internes soit améliorée car beaucoup d'entre eux souffrent. Lorsqu'une action n'est pas menée urgemment, ces populations démunies peuvent être vulnérables au recrutement des groupes armés, surtout les plus jeunes déplacés internes.

Le problème de la prise en charge des Pdis est si criard qu'un habitant de Djibo préconise que : « **le budget restant du Programme d'Urgence pour le Sahel puisse servir à octroyer des subventions aux personnes déplacées pour mener des activités génératrices de revenu** ». D'autres intervenants sont allés dans le sens en proposant que la moitié du budget du PUS serve à la prise en charge des Pdis sur la base des recensements effectués.

A Sebba, la question des personnes déplacées internes se pose également avec acuité ceux-ci vivent dans un état de dénuement total, les populations de la province du Yagha proposent que le PUS procède à des distributions de vivres pour améliorer leurs conditions de vie.

SUR LE PLAN ECONOMIQUE (AGRICULTURE, COMMERCE, EMPLOI, ET ACTIVITES DIVERSES)

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Bien que ce volet n'ait pas été beaucoup abordé par les populations, quelques-uns relèvent que l'insécurité a fortement compromise les activités agricoles dans

toute la région du sahel. En effet, plusieurs champs sont à l'abandon car situés dans des zones à risque. Un appelant au call in à Djibo affirme que l'agriculture est tributaire de la stabilité : « **La paix et la sécurité nous permettront de repartir dans les villages pour pouvoir cultiver. Sans les champs, il faut que les gens sachent que le Djelgodji n'est rien** ».

Pour ceux qui arrivent toujours à s'activer, le problème d'eau se pose, réduisant ainsi leurs capacités de production.

L'élevage étant une des activités majeures de la région, certains intervenants ont reconnu que la situation se dégrade de plus en plus avec les attaques terroristes. Ce qui oblige parfois certains éleveurs faute de moyens de subsistance, à vendre leurs animaux à des prix dérisoires comme le précise ce ressortissant de Gorom « **Moi je vais commencer par remercier le PUS pour ce qu'ils ont fait mais c'est insuffisant. (...) si tu veux vendre tes bêtes, c'est en pleurant tu le fais vu le prix qu'on te propose** ».

Les auditeurs préconisent donc la création de conditions nécessaires pour la pratique de l'élevage et l'octroi de moyens aux éleveurs pour la relance de l'activité qui est fortement ébranlée par le terrorisme comme le spécifie une personne ressource de Djibo : « **tout le monde sait aujourd'hui ce qui se passe dans nos villages. Le cheptel est décimé par des vols répétitifs et le braquage. Beaucoup d'habitants du Soum qui étaient une référence en termes de troupeaux ont complètement disparu des radars** ». Les marchés à bétail peinent à fonctionner, plusieurs personnes ont demandé un appui à ce secteur par l'octroi d'animaux pour l'embouche et la facilitation de l'accès au fourrage pour bétail, etc.

Le marché étant un espace idéal pour les transactions, un appelant du secteur 5 de Djibo de Djibo préconise que le marché à bétail et le marché central soient réfectionnés pour permettre aux commerçants de travailler dans de bonnes conditions.

EMPLOI

La question de l'emploi figure parmi les principales préoccupations des populations du sahel qui enregistre un grand nombre de chômeurs, surtout au niveau des jeunes et des femmes. Le chômage touche également les jeunes diplômés censés être des « **leviers de vitesse d'un pays** » mais qui peinent à avoir des débouchés comme le relève un intervenant de Dori qui par ailleurs lance un appel au PUS à ce sujet : « **nous avons beaucoup de nos enfants qui sont diplômés. Si les autorités du PUS peuvent leur trouver du travail cela va beaucoup soulager les parents et va leur éviter de se faire recruter par les groupes terroristes** ».



Photo 13: Émir du Yagha, un des partenaires privilégiés de V2P



Photo 12: Les jeunes expriment leurs préoccupations dans le cadre du PUS

La création d'emplois est largement abordée par les intervenants. A Sebba par exemple, les populations attendent du PUS une aide conséquente aux personnes vulnérables telles les jeunes et les femmes. Ils souhaitent que les femmes, qui disposent de moyens financiers limités, soient accompagnées avec des financements (micro-crédits) pour pouvoir entreprendre. Ce soutien permettra de

mener des AGR telles l'embouche, la création de laiteries et le petit commerce. Une résidente à N'gnarala, Dori suggère de mener une formation préalable avant l'octroi des crédits aux femmes : « **je demande aussi aux responsables du PUS de former les femmes en entrepreneuriat avant de leur octroyer le crédit, en ce moment elles vont bien en profiter** ».

Le besoin en renforcement de capacités technique des jeunes et des femmes est également ressorti comme une préoccupation majeure dans pratiquement toutes les communes. Cette formation sera un préalable pour entreprendre ou permettra de renforcer les capacités techniques de ceux qui sont déjà en activité. Plusieurs domaines nécessitant des formations notamment au métier sont cités à savoir la fabrication du savon, la couture, la production laitière, l'octroi d'animaux pour l'embouche, la menuiserie, la maçonnerie, etc. A Gorom-Gorom, il fut proposé la création de centres de formation professionnelle pour les jeunes. Au sortir de ces formations, ces jeunes pourront bénéficier de kits d'installation pour créer leurs ateliers et mener leurs activités. Dans le village de Gozé, commune de Dori, un des appelants a préconisé de renforcer les activités de jeunes déjà actifs : « **Il faut créer des espaces pour les jeunes qui savent faire quelque chose. Par exemple les électriciens, et les mécaniciens en leur donnant du matériel de travail et leur octroyer des formations professionnelles** ».

Les populations savent qu'un jeune qui ne travaille pas est un fardeau pour sa famille et la société. Étant donné le grand nombre de jeunes oisifs, ce fardeau sera d'autant plus difficile à porter si des mesures rapides ne sont pas prises. Les intervenants ont également relevé le besoin d'avoir accès à des crédits notamment dans les villages de BAGNABA MOUKA à Sebba. En mettant l'accent sur les activités économique, le PUS contribuera à la relance économique des différentes localités qui évoluent dans une morosité.

SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

▪ Renforcement de la présence de l'État par le fonctionnement des institutions.

Plusieurs représentants de l'État ont quitté les zones à insécurité élevée, créant ainsi le désarroi des populations qui se sentent livrées à elles-mêmes. Dans certaines localité l'administration n'existe que de nom. Pas de haut-commissaire, pas de maires, pas de préfets, etc. Cette situation quand elle concerne les acteurs terrain de premier ordre comme les infirmiers et enseignants inquiètent davantage la population comme l'explique un auditeur du village de Set Serre à Gorom-Gorom : « **Les infirmiers ont quitté notre village, les enseignants ont quitté, cela constitue un grand problème** ».

Le départ précipité des autorités a laissé la place libre aux groupes terroristes. Donc il faut rapidement un retour de l'administration parce que certaines infrastructures laissées vides profitent aux terroristes : « **Il y a des infrastructures qui sont là et qui profitent à l'ennemi** »

▪ Respect des institutions par la population/ Amélioration de l'image des institutions étatiques

Certains auditeurs indiquent aussi que les institutions notamment sécuritaires ne sont plus respectées parce que leur attitude sur le terrain a terni leur image de marque. Un habitant de Tasmaka dans la commune de Gorom-Gorom évoque une présence souvent répressive de l'État, et réprovoque les méthodes des FDS qui opéreraient également des exécutions au sein de la population : « **Vraiment moi je veux parler de l'aspect de sécurité, le fait que les FDS viennent tuer les gens comme cela ce n'est pas normal** ». Il faut signaler que les populations se sentent doublement meurtries car elles sont victimes aussi bien des terroristes que des FDS.

En effet selon certains la non-satisfaction des besoins de base des populations créerait des mécontentements au sein des populations qui par dépit, amènent certains à faire alliance avec les terroristes pour satisfaire à leurs besoins comme l'atteste une personne ressource lors de l'atelier

de validation des résultats par les autorités locales : « **Il faut noter aussi que les frustrations que vivent les populations peuvent être à l'origine des enrôlements dans les groupes armés** ».

Donc il est demandé aux institutions républicaines d'améliorer leur image afin de recréer la confiance avec les populations.

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

Les activités de collecte des préoccupations n'ont pas été du tout facile notamment à cause de l'insécurité mais aussi de la survenue de la pandémie du corona virus. De façon générale les difficultés suivantes ont été constatées :

- Mobilisation difficile des populations au regard du contexte ;
- Réticences de certaines personnes ressources à s'exprimer lors des appels téléphoniques, par méfiance mais aussi par peur de "représailles" ;
- Faible couverture réseau de certaines localités ce qui n'a pas permis à certains auditeurs de prendre part aux émissions d'appel téléphoniques et de contacter certains CVD ;
- Durée des émissions d'appels téléphoniques très limitée au regard de l'engouement suscité par les populations.

VI. RECOMMANDATIONS DES AUTORITES A L'ENDROIT DU PUS

En dehors des populations, les autorités locales qui ont pris part aux différentes rencontres de validation des résultats ont également fait de nombreuses propositions et recommandations afin de permettre au PUS de connaître un rayonnement plus grand et une bonne assise au sein des populations. Ainsi donc elles recommandent :

- ✦ Mettre en place au niveau national une structure autonome de coordination du PUS afin de mieux planifier les activités, faciliter le suivi sur le terrain et réagir vite et rapidement face à certaines urgences. Cette coordination permettra au PUS d'être visible et de faciliter la mise en œuvre des activités, ainsi que la cohérence des données publiées dans le rapport annuel et le plan d'actions annuel du PUS. Cette entité devrait avoir des répondants au niveau régionale afin de faciliter le dispositif de planification des activités et du suivi rapprochés des activités. Cela aura l'avantage de décentraliser la planification et l'exécution des actions du PUS pour une meilleure implication des acteurs locaux au lieu de tout laisser à la charge des ministères ;
- ✦ Recentrer le PUS uniquement sur les activités sécuritaires afin de le rendre plus efficace ;
- ✦ Impliquer les CVD et conseillers lors des réalisations du PUS afin que ceux-ci restituent auprès des populations pour qu'elles soient mieux informées des actions du PUS pour une meilleure appropriation. Le PUS doit mettre l'accent sur la communication de proximité ;
- ✦ Impliquer le génie militaire dans la réalisation des infrastructures notamment routières dans les zones insécurisées pour palier à la démission des entrepreneurs civils ;
- ✦ Impliquer les entrepreneurs locaux pour faciliter la réalisation de certaines infrastructures mais aussi les avaliser auprès des banques pour l'octroi de crédit ;
- ✦ Restaurer dans certaines localités l'image de l'état à travers la dotation de ses représentants de moyens logistiques et de représentation ;
- ✦ Mener des initiatives permanentes pour faciliter la collaboration FDS/population ;

- ✦ Réorienter les ressources (de l'état et des municipalités) prévues dans des zones devenues inaccessibles vers des zones plus accessibles sur le plan sécuritaire pour éviter que les ressources ne soient pas utilisées ;
- ✦ Initier des campagnes d'information et de sensibilisation à titre préventif dans certaines localités qui ne sont pas encore confrontées par les attaques terroristes axées sur la gouvernance, la participation citoyenne, la cohésion sociale, etc ;
- ✦ Mettre en place des volontaires pour la défense de la patrie dans des zones non encore investies par les groupes terroristes afin de rassurer les populations et renforcer la cohésion sociale ;
- ✦ Partager les résultats de la collecte des préoccupations à d'autres institutions ou ONG intervenant dans les zones de l'étude et qui n'ont pas une bonne connaissance des besoins réels des populations.

VII. CONCLUSION

Les populations se sont bien exprimées lors des campagnes de collecte de préoccupations sur le PUS. Dans la Région du Nord, le problème majeur relevé a trait à la sécurité, suivi de la prise en charge des déplacés internes, l'appui dans le domaine agricole et les infrastructures routières, l'emploi des femmes et des jeunes.

Dans la Région du Sahel, les gens se sont exprimés principalement sur le problème d'accès à l'eau, ensuite sur la situation sécuritaire, les infrastructures routières, la santé et l'emploi des femmes et des jeunes.

Tous les participants sont unanimes que la résolution de la question sécuritaire est le préalable pour la résolution des autres préoccupations soulevées par les populations. Cette résolution doit se faire selon leurs avis avec l'appui des populations qui doivent jouer leur partition citoyenne en accompagnant les efforts de l'État.

Des interrogations demeurent quant à la possibilité du PUS d'atteindre ses objectifs au regard du temps restant et du défi lié au COVID 19.

De l'avis de certaines autorités locales, le PUS serait perçu comme un « fourre-tout » alors qu'il a son domaine d'action et ne constitue pas un plan de développement tel le PNDS. Un recentrage est nécessaire pour mieux expliquer les limites de l'intervention du PUS aux populations car tous les problèmes ne peuvent pas être résolus par le PUS.

L'approche participative et inclusive de la population dans le cadre de cette activité a été bien appréciée par les habitants. Les populations et les autorités locales, considèrent aussi que les résultats de l'étude sont pertinents et traduisent les préoccupations réelles des populations.

La population nourrit beaucoup d'attentes sur leur implication dans le processus de planification et de mise en œuvre des activités du PUS. Cette campagne de collecte des préoccupations peut être un préalable et un rempart pour un dialogue entre populations et autorités dans le cadre de la mise en œuvre des actions gouvernementales entre autres le PUS.

ANNEXES

Tableaux récapitulatifs des préoccupations des populations dans le cadre du PUS par commune et par village

Région du Nord

N°	Commune	Villages/Ville	Mode de collecte	Préoccupations/problèmes soulevés
1	Ouahigouya	Titao	Call in	Renforcer la sécurité et faciliter le retour des PDI chez eux
2	Ouahigouya	Bonssgo	Call in	Appui des déplacés en vivres et pour retourner chez eux
3	Ouahigouya	Bissigui	Call in	Mettre l'accent sur la sécurité pour que les PDI retournent chez eux
4	Ouahigouya	Wagandé	Call in	Augmenter le nombre de sites pour les déplacés
5	Ouahigouya	Yabonsgo	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Réprimer les obstinés qui ne respectent pas le couvre-feu ○ Mettre plus de moyens dans la sécurité (recruter plus FDS ou les équiper) ○ Faciliter le retour des PDI et les appuyer car hivernage approche ○ Subventionner les scolarités pour les enfants (gratuité jusqu'à l'université) ○ Goudronner la route Djibo-Ouahigouya ○ Construire davantage de CSPS et équiper surtout les maternités ○ Promouvoir l'emploi des jeunes ○ Cash transfert pour les personnes vulnérables
6	Ouahigouya	Sissin	Call in	Emploi des jeunes
7	Ouahigouya	Ramdola	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter le retour des PDI et les appuyer en vivres ○ Puits, barrages pour maraichage ○ Renforcer la sécurité
8	Ouahigouya	Barga	Call in	Faciliter le retour des PDI
9	Ouahigouya	Vousnago	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Recruter plus de FDS ○ Beaucoup de forages ○ Equiper les centres de santé ○ Emploi pour les jeunes
10	Ouahigouya	Ramessé	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Multiplier les CSPS dans nos villages ○ Résoudre le problème des mines d'or en embauchant des locaux et garder les ressources au pays

				<ul style="list-style-type: none"> ○ Goudronner la route Tougan-Ouahigouya ; Seguenega-Ouahigouya, et arranger les routes abimées
11	Ouahigouya	Nibou	Call in	Prise en charge des PDI
12	Ouahigouya	Saye	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construire beaucoup de maternités ○ Aider les femmes et jeunes avec de l'emploi ○ Améliorer le niveau de communication des différents réseaux de téléphonie mobile
13	Ouahigouya	Toessé	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Aider les PDI et les populations en vivres ○ Eau potable ○ Matériel de jardinage ○ Intrants/subvention ○ Faire des digues pour retenir l'eau du barrage
14	Ouahigouya	Bogoya	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Octroyer des micro crédits ○ Emploi pour les femmes et les jeunes
15	Ouahigouya	Ninigui	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Rendre les voies accessibles ○ Aider les déplacés à retourner chez eux et leur donner de quoi pouvoir se réinstaller dans leurs localités d'origine, ○ Rendre le processus d'établissement de CNIB plus court et accessible à tous, ○ Construire les CSPS et les routes.
16	Ouahigouya	Diguiri	Call in	Appuyer le retour des PDI
17	Ouahigouya	Saye	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème d'eau de boisson ○ Difficulté d'établissement des actes de naissance et CNIB à Ouahigouya du fait de l'insécurité
18	Ouahigouya	Ohg	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter le retour des PDI ○ Renforcer la sécurité

N°	Commune	Villages	Canal de collecte	de	Préoccupations
1	Titao	RAMBO			<ul style="list-style-type: none"> ○ La sécurité des personnes et des biens ○ Appuis en intrants et équipements agricoles (au bon moment) pour une autosuffisance alimentaire ○ Aménagement des routes (Rambo- Titao) ○ Aménagement d'un site maraîcher à Rambo ○ Appuyer le village en grillage pour le reboisement ○ Personne ressource : Le CSPS n'a pas assez de places pour accueillir les malades, le personnel de santé est obligé de faire sortir les malades les moins graves et ils passent la nuit dehors. Comme le CSPS n'est pas clôturé, nous craignons que les

					malades ne soient attaqués par des chiens errants ou par d'autres prédateurs.
2	Titao	TANGUIN BAOGHIN			<ul style="list-style-type: none"> ○ Assurer la sécurité des personnes ○ AGR pour l'autonomisation des femmes ○ Soutien au petit élevage familial ○ Acquisition d'un camion ben pour ramassage de cailloux pour restaurer le sol ○ Appui pour la réalisation de bosquet d'arbres fruitiers ○ Renforcer le stock des produits chez les ASBC
3	Titao	YOU			<ul style="list-style-type: none"> ○ Soutenir les jeunes et les femmes à travers des activités génératrices de revenus pour une meilleure autonomisation de la femme ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés Appuyer les agriculteurs en intrants et équipements agricoles au bon moment ○ Renforcer le dépôt Légal en produits et matériels de travail ○ Réaliser des forages au lycée départemental de You centre et au quartier Namassa
4	Titao	DERPON			<ul style="list-style-type: none"> ○ La formation et l'équipement des volontaires de sécurité ○ Faciliter le retour des populations déplacées internes ○ Appuyez la population en intrants et équipements agricoles
5	Titao	DINGLA			<ul style="list-style-type: none"> ○ Aménagements du périmètre maraîcher ○ Accompagnement pour le reboisement et l'entretien des plans ○ Faire un forage au quartier Roisin ○ Aménagement de la piste rurale DINGLA-NOOGO pour faciliter les évacuations sanitaires ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés
6	Titao	BONGLA MOSSI Et BONGLA MARANCE			<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcement de la sécurité dans la Province ○ Faire des investissements dans le domaine de l'éducation ○ Construire un CSPS au profit de la population ○ Appuyez les paysans dans la réalisation des demi-lunes, ○ Aménagement un site maraîcher ○ Aménager la piste rurale BONGLA- MENE pour faciliter le passage en saison pluvieuse ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés
7	Titao	MANKTAKA			<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens à travers la formation et l'équipements des volontaires pour la sécurité ○ Aider les populations déplacées internes à se réinstaller dans le village ○ Apporter un soutien alimentaire aux populations déplacées internes

				<ul style="list-style-type: none"> ○ Réaliser un forage à l'école ○ Aménager un bouli pour abreuvement des animaux ○ Aménager les pistes rurales MANTAKA- NOOGO, MANTAKA- WORO- SALLA ○ Appuyez les jeunes et les femmes en AGR ○ Faire des reboisements ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés
8	Titao	ANDEKANDA		<ul style="list-style-type: none"> ○ Aménager la voix reliant le village au CSPS de Ingané ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés Réaliser des reboisements et aider à les entretenir ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Réaliser des logements pour les enseignants
9	Titao	BANIYIDA		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Appuyer les producteurs en intrants et équipements agricoles au bon moment ○ Aménager la voix BANIYIDA-TITAO ○ Réaliser un bouli (côté Est du village) ○ Appuyer les populations pour des actions de reboisements
10	Titao	ILLIGUE		<ul style="list-style-type: none"> ○ La sécurité des personnes ○ Aménager les pistes ILLIGUE- TITAO, ILLIGUE-OHG
11	Titao	IRVOUYA-TENGA		<ul style="list-style-type: none"> ○ La sécurité des personnes et des biens ○ Appuyez la population en nourriture car la population n'a pas récolté la saison dernière ○ Appuyer les populations pour des actions de reboisement ○ Appuis en micro-crédits pour au profit des jeunes et les femmes
12	Titao	PELABOUKOU		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Appuyer les femmes pour la réalisation d'AGR ○ Équipement et formation des volontaires pour la défense ○ Aider la population à se réinstaller dans le village
13	Titao	WORO		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Appuyer la population à s'installer définitivement dans le village ○ Aménager un site rizicole à Woro ○ Accompagner les femmes avec des AGR ○ Appuyer les producteurs en instants et équipements agricoles au bon moment ○ Apporter un appui alimentaire aux populations car des greniers ont été brûlés ○ Appuyer le village en camion benne pour le ramassage des cailloux pour restauration des sols dégradés
14	Titao	GUILAN		<ul style="list-style-type: none"> ○ Aider les populations déplacées à se réinstaller dans le village ○ Développer des AGR au profit des jeunes et des femmes pour une autonomisation

				<ul style="list-style-type: none"> ○ Accompagner la population avec des équipements et des instants agricoles pour accroître la production alimentaire ○ Aménager un site pour la production maraîchère et rizicole
15	Titao	INGANE		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Réaliser un forage au quartier Nomboolma et à Tangsougou ○ Réaliser des logements au CSPS et à l'école de Ingané ○ Renforcer l'équipement du dispensaire du CSPS ○ Appuyer des producteurs en grillage pour clôturer les périmètres maraîchers ○ Appuis en intrants et équipements agricoles ○ Réaliser une école au quartier Parangon ○ Réaliser des latrine et clôture (grillage) pour l'école "A" du village
16	Titao	POSSO		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Réaliser un forage aux quartiers Daamyiri, Yondianyiri et Signonguin et Posso-Bouli ○ Appuyer les producteurs en intrants et équipements agricoles ○ Réaliser des logements pour l'école ○ Assurer la normalisation de l'école ○ Réaliser un forage à l'école ○ Assurer la formation et équipement de volontaires de sécurité ○ Aménager la piste POSSO- INGANE qui est impraticable en saison pluvieuse ○ Appuyer aux AGR pour l'autonomisation des femmes et des jeunes
17	Titao	SILLIA		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Assurer la formation et l'équipement des volontaires ○ Accompagner les actions de reboisements ○ Réaliser un magasin pour le stockage d'oignons ○ Appuyer les producteurs en intrants et équipements agricoles ○ Améliorer les systèmes de la gratuité des soins et renforcer le stock du dépôt MEG ○
18	Titao	TOULFE		<ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer la sécurité des personnes et des biens ○ Assurer la formation et l'équipement des volontaires ○ Aider la population à se réinstaller dans le village ○ Aménager la piste TOULFE- Petanaye-Tougribouli ○ Appuyer les producteurs en intrants et équipements agricoles ○ Renforcer le stock du dépôt Meg

Région du Sahel

N°	Commune	Villages	Mode de collecte	Préoccupations
	Seytenga	Bandiédaga- Lerel Bellaré Foufou Hakoude Inagabou Keindabè Kourakou Lamana Ouro-Ahidji Petel Habè Séno Tiondi Sidib »b » Soffokel Tandakoye	Personnes ressources	Forages/Boulis/réhabiliter le château/réfection points d'eau existants Construction d'un abattoir Ravitaillement du dépôt MEG pour réduire la distance /construction centre de santé Seytenga Sensibilisation sanitaire Délimitation de la zone pastorale Traçage des pistes de pâturage/zones pastorales pour éviter tensions agriculteurs-éleveurs Difficulté de cohabitation avec les éleveurs du Niger qui migrent en saison sèche Améliorer les conditions d'abatage des animaux Sensibilisations sur la situation sécuritaire Chômage des jeunes après fermeture des sites d'orpillage/encadrement pour emploi

N°	Commune	Villages	Mode de collecte	Préoccupations
1	Dori	Demniol	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Concertations dans chaque commune pour proposer des solutions aux problèmes.
2	Dori	Dori	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Lutter contre le chômage/ créer des emplois. ○ Octroyer du matériel aux jeunes sortis des écoles professionnelles
3	Seytenga	Seytenga	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Attribuer des marchés aux entrepreneurs locaux ○ Sensibiliser sur les réalisations du PUS pour une meilleure connaissance des infrastructures réalisées ○ Renforcer les points d'eau
4		Sawayiri	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Réfectionner les centres de santé, ○ Construire des forages, des Bouli profonds ○ Améliorer la sécurité
5	Bani	Dinalaye	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème d'eau ○ Trouver du travail aux nombreux diplômés en chômage/réduire le risque de recrutement par les groupes armés ○ Doter le CHR de Dori en matériel performant. ○ Promouvoir le commerce
6	Gorgadji	Bangataka (non loties)	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Forages et fontaines publiques ○ Moulin pour les femmes
7	Gorom	Korizena	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Connaître les réalisations du PUS
8	Sebba	Tambiri	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter l'accès à l'eau ○ Construire un centre de santé ○ Implanter des forages ○ Réduire le coût des produits pharmaceutiques pour les enfants et les femmes enceintes
9	Seytenga	Gantougou	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construire rapidement des routes menant aux centres de santé ○ Construire des centres de santé
10	Seytenga	Babirka	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Améliorer le réseau de téléphonie mobile ○ Construire des centres de Santé

				<ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter l'accès à l'eau
11	Gorgadji	Yirga	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construire des points d'eau dans tout le village ○ Implanter des moulins pour les femmes
12	Gorgadji	Petegerse	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construire des centres de santé
13	Gorgadji	Balandagou	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Faciliter l'accès aux produits de santé pour les femmes enceintes et les enfants ○ Construire des marchés dans chaque village
14	Dori	Hogosambouel	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Créer des emplois pour les femmes/ Doter de financements pour les aider à démarrer leurs entreprises
15	Gorom	Gozé	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Créer des espaces pour les jeunes qui savent faire quelque chose / leur donner du matériel de travail et leur octroyer des formations professionnelles
16	Seytenga	Soffokel	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Centres de santé
17	Gorgadji	Gorgadji	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sécurité
18	Gorom	Tasmakat	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Donner des moulins dans les villages ○ Réfectionner les puits traditionnels
19	Dori	Yirga	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Résoudre le problème d'eau

N°	Commune	Villages	Mode de collecte	Préoccupations
1	Djibo	Djibo	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Revoir l'état d'avancement de la route Kongoussi-Djibo, « Une urgence qui dure plus 04 ans n'est plus une urgence ». ○ Tenir la promesse de construire des barrages/ points d'eau/ curage du barrage ○ Construction de centres de santé ○ Construction d'écoles ○ Réfectionner le marché à bétail de Djibo et le marché central ○ Aménager des espaces pour déverser les ordures et les brûler ○ Lutter contre l'ensablement des routes
2	Djibo	Bani	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Résoudre le problème de sécurité en priorité
3	Djibo	Se	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construction d'au moins 3 barrages au Soum
4	Djibo	Silgayé	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Paix
5	Djibo	Kobawa	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Prise en charge des déplacés internes (nourriture, eau)
6	Djibo	Diguel, Gasseliki (kelbo), Baraboule, Bougue et Borguinde(Djibo) Belehoulé (Arbinda), Soubella (koutougou) Bouro pour nassoumbou	Personnes ressources	<ol style="list-style-type: none"> 1) renforcer les moyens des FDS et organiser des séances de sensibilisation pour la collaboration 2) Bitumage de la route Djibo Kongoussi / construction de routes 3) Mener des actions pour ramener la paix 4) Octroyer des vivres et divers dons aux déplacés 5) Construire des retenues d'eau dans tous les villages / points d'eau 6) Donner des moyens pour relancer l'élevage car le cheptel est décimé par le vol et le bradage.

N°	Commune	Villages	Mode de collecte	Préoccupations
1	Sebba		Call in Personnes ressources	○ Barrages
2	Sebba		Call in	○ Barrages ○ Route Dori-Sébba et entre localités
3	Sebba	OULFOU ALFA	Personnes ressources	○ Jardins
4	Sebba		Call in	○ Routes ○ Barrages ○ Dispensaires
5	Sebba		Personnes ressources	○ Eau/barrages ○ Routes
6	Sebba		Call in	○ Eau
7	Sebba	Seytenga	Personnes ressources	○ Eau ○ Routes goudronnées
8	Sebba	Tambiri	Call in	○ Eau/Barrages/Forages ○ Goudron Sebba-Dori
9	Sebba		Personnes ressources	○ Barrages ○ Routes
10	Sebba		Call in	○ Eau pour agriculture/élevage ○ Routes
11	Sebba		Personnes ressources	○ Barrages
12	Sebba		Call in	○ Forages non fonctionnels
13	Sebba		Personnes ressources	○ Barrages ○ Créer des espaces de dialogues pour résoudre les problèmes ○ Entretien des routes
14	Sebba	Mansila	Call in	○ Routes
15	Sebba	HELGA	Personnes ressources	○ Construire un marché ○ Former femmes et jeunes aux métiers ○ Aliments pour animaux ○ Eau
16	Sebba	GONGONGOU	Call in	○ Forages ○ Vivres ○ Son pour animaux ○ Sécurité ○ Gratuité des produits pour femmes enceintes et bébés
17	Sebba	IBBAL	Personnes ressources	○ Sécurité ○ Centre de santé ○ Vivres ○ Octroi d'animaux aux femmes
18	Sebba	KANKANGOU	Call in	○ Distribuer des vivres ○ Former les jeunes en entrepreneuriat
19	Sebba	NOTOU	Personnes ressources	○ Eau ○ Vivres ○ Paix
20	Sebba	NAMOUTOU	Call in	○ Eau ○ Vivres

21	Sebba	DIOGORO	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Eau ○ Vivres ○ Octroi d'animaux ○ Argent pour entreprendre
22	Sebba	TAMBONDI	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Eau ○ Vivres
23	Sebba	TIOUNGA	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Aliments pour animaux ○ Vivres ○ Eau
24	Sebba	BAGNABA	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Forages/barrages ○ Formation des jeunes
25	Sebba	MOUKA	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Forages ○ Crédits pour travailler
26	Sebba	TANDIALOUOL	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Eau pour animaux
27	Sebba	NIAPTANA	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sécurité
28	Sebba	KIRGOU	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Emploi des jeunes
29	Sebba	WANTARANGOU	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Routes ○ Forages pour hommes et animaux
30	Sebba	D'IBBAL	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sécurité
31	Sebba	GUENDE	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Grand barrage
32	Sebba	BAGNABA	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Sécurité

N°	Commune	Villages	Mode de collecte	Préoccupations
1	Gorom	Alliakoum	Personnes ressources Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Approvisionnement en eau ○ Marché pour les activités économiques ○ Moulin pour les femmes ○ Insécurité ○ Besoin d'un marché
2	Gorom	Assinga	Personnes ressources Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Manque d'eau ○ Construction de retenues d'eau pour les besoins domestiques, le maraichage et maraichage ○ Soutien en vivres ○ Construire des routes ○ Faire régner la paix dans la province
3	Gorom	Ferel	Personnes ressources Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème d'eau prioritaire ○ Problème d'alimentation ○ Besoin de barrage
4	Gorom	Gagara	Personnes ressources Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème d'eau pour les activités agricoles et pastorales ○ Construction de route ○ Insécurité
5	Gorom	Petoye	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème de sécurité prioritaire ○ Problème d'eau ○ Manque de vivres
6	Gorom	Delibéri	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construction de beaucoup de forages, prioritaire ○ Emploi pour les jeunes ○ Manque de vivres ○ Moulin pour les femmes ○ Construction de routes
7	Gorom	Petabarrabe	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ La paix et la santé prioritaire

8	Gorom	Inatan	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Manque d'eau, d'hôpital, ○ Insuffisance de vivres, ○ Manque de bonnes routes ○ Chômage des jeunes
9	Gorom	Bossey	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Construction de boullis ou d'un barrage pour les besoins domestiques et des animaux ○ Besoin de personnel de santé pour la population
10	Gorom	Lllingo	Personnes ressources	<ul style="list-style-type: none"> ○ Besoin de forages, ○ Boullis ○ Routes ○ Vivres ○ Manque d'activités économiques
11	Gorom	Gorom	Call in Rencontre OSC	<ul style="list-style-type: none"> ○ Insécurité ○ Caniveaux ○ Assister les déplacés interne en vivres, logement, ○ Problème d'approvisionnement en eau ○ Barrage pour maraichage/ réaménager les boullis/construire 3 boullis/ forages ○ Retenues d'eau pour faire des activités de jardinage/ entretien des ○ Pas de bonnes voies/ réfection route Dori-Gorom ○ Manque de vivres ○ Chômage / création d'emplois pour jeunes et femmes ○ Problème de santé /Hôpital débordé ○ Commerce morose ○ Problème de routes ○ Baisse du prix des vivres ○ Réfection route Dori-Gorom ○ Agrandir le marché ○ Octroi de prêts ○ Construction de gare routière ○ Électrification des villages et communes ○ Construction de latrines publiques dans les marchés ○ Appui aux élus locaux pour la tenue de sessions de redevabilité, ○ Implication des communautés dans la prise de décision à travers des rencontres de concertation.
12	Gorom	Tamakot	Call in	<ul style="list-style-type: none"> ○ Manque d'eau ○ Assassinat population par les FDS ○ Manque d'argent ○ Besoin de moulins ○ Manque de travail.
13	Gorom	Menegou		<ul style="list-style-type: none"> ○ L'eau ○ Sante
14	Gorom	Bose	Callin	<ul style="list-style-type: none"> ○ Eau ○ Route
15	Gorom	Setserer		<ul style="list-style-type: none"> ○ Insécurité
16	Gorom	Gountoua Olla		<ul style="list-style-type: none"> ○ Problème d'eau ○ Chômage
17	Gorom	Serre		<ul style="list-style-type: none"> ○ Personnel de santé et d'éducation